

Tous les six mois depuis 2001, une équipe de chercheurs et d'enquêteurs produit un sondage sur l'évolution des conditions de vie des habitants des Territoires occupés. Un travail semé d'embûches et coordonné par l'Institut universitaire d'études du développement

PANORAMIC IMAGES



# Mesurer la fièvre pal

«*Dès que je sors de l'avion à Tel-Aviv, je dois prendre mon mal en patience.*» A chaque fois qu'il se rend dans les Territoires occupés en Palestine, Riccardo Bocco, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), s'attend à ce que son travail soit entravé par la réalité du terrain. Durant quelques semaines, check-points, barrages, contrôles et couvre-feu font partie de son quotidien alors qu'il tente de remplir sa mission entre Jérusalem, les villes de Cisjordanie et celles de la Bande de Gaza. «*Au début, je me suis beaucoup énérvé contre l'arrogance des militaires israéliens, précise-t-il. Progressivement, j'ai appris à négocier. Quand c'est possible, du moins.*»

Il faut dire que le travail du chercheur genevois est susceptible d'éveiller la méfiance, voire l'hostilité des fonctionnaires et soldats de l'Etat hébreux. Depuis 2000, Riccardo Bocco coordonne en effet une équipe de chercheurs, d'analystes et d'enquêteurs qui réalisent tous les six mois un sondage auprès de 1500 familles palestiniennes vivant sur des territoires occupés par l'armée israélienne pour mesurer l'évolution de leurs conditions de vie (lire *Campus* n°74 du mois de mars 2005). A chaque fois, un questionnaire est distribué aux sondés. Les réponses permettent d'évaluer la situation économique, l'accès aux services d'éducation et de santé des populations – particulièrement des femmes et des enfants –, l'impact de la vio-

lence et de l'insécurité, la pertinence et l'efficacité de l'aide distribuée. Un dixième rapport, issu d'une enquête en cours, sera publié cet été et son contenu, comme les précédents, ne sera probablement pas reluisant\*: les besoins sont nombreux, la pauvreté massive, l'Autorité palestinienne jugée faible, etc.

## Situation crispée

«*Durant la première année de la deuxième Intifada, j'essayais d'éviter de passer par Israël et d'atteindre Jérusalem par le pont Allenby, via la Jordanie,* raconte Riccardo Bocco. *Mais cela est vite devenu impossible.*» A partir de 2002, la situation se crispe en effet, notamment envers les Européens. Les autorités israéliennes craignent l'arrivée de mouvements de solidarité internationaux désireux de s'installer dans les

villages pour empêcher Tsahal de poursuivre ses exactions. A un certain moment, il devient tout aussi difficile de sortir que d'entrer dans le pays. «*Résultat: je ne compte plus les fois où j'ai passé une, voire deux heures de fouille et d'interrogatoire à l'aéroport, poursuit le professeur. Les douaniers ont même séquestré à deux reprises mon ordinateur, ils m'ont fait rater l'avion... Bref, le lot habituel des tracasseries administratives à la limite de la légalité. Et aucun papier officiel ne m'a jamais facilité la tâche. Il vaut mieux essayer de palabrer.*»

Ce qui n'est pas toujours possible. Quand, à la nuit tombée, il faut traverser un énième barrage, on ne discute pas avec l'arme braquée sur soi. On sort de la voiture en levant les mains, l'une d'elles tenant ses papiers ouverts, et on laisse gentiment le robot fouilleur s'approcher



ABID KATIB/GETTY IMAGES

Check-point d'Erez, dans la Bande de Gaza, le 10 février 2005.



Vue de Jérusalem, mur occidental.



# estiniennne

et faire son travail d'inspection. Parfois, des surprises attendent les chercheurs. Un fonctionnaire qui se montre sympathique à l'aéroport, ou encore un soldat, à bout de nerfs, qui fait mine de regarder ailleurs pour laisser passer les gens qui patientent debout à un barrage depuis des heures. Mais c'est rare.

## Humour et désespoir

«J'ai été surpris par la faculté des Palestiniens à rigoler d'une situation qui devrait justement les pousser au désespoir, note Riccardo Bocco. Ils font souvent des blagues, sur l'Autorité palestinienne aussi. Néanmoins, j'ai remarqué que, depuis 2002, l'illusion d'un futur meilleur laisse petit à petit la place à un manque de confiance et au désarroi. Et pour cause. Aujourd'hui, la pauvreté touche 65% de la population...»

Au cours de chaque séjour, le chercheur genevois se déplace beaucoup pour faire le lien entre tous les partenaires de l'opération. D'un côté, il y a les organismes internationaux\*\* et les divers ministères de l'Autorité palestinienne, installés dans différentes villes des Territoires occupés et qui contribuent notamment à la rédaction des questionnaires. Tout en profitant des résultats des sondages qui permettent d'optimiser l'aide humanitaire. De l'autre côté, il y a les institutions locales pour les opérations d'enquête, dont la principale est le Bureau central des statistiques. Cet office a accumulé depuis une dizaine d'années un savoir-faire précieux en matière de réalisation de sondages et il possède un bureau de chercheurs et d'enquêteurs dans chaque ville de quelque importance. Une main-d'œuvre indispensable pour Riccardo Bocco et ses collègues. Chacune des campagnes nécessite en effet entre 60 et 80 sondeurs, selon la longueur du question-

naire à soumettre. La plupart d'entre eux sont des maîtres d'école.

«C'est la solution idéale, estime Riccardo Bocco. Ils sont connus dans leur quartier ou village, ils parlent le même dialecte que les gens et sont à même d'expliquer les questions du sondage, surtout auprès des plus démunis qui sont bien souvent illettrés. Et ils sont rémunérés pour cette tâche.»

Cette structure s'est révélée très efficace, même lorsque Israël bloque hermétiquement tous les Territoires. Dans ce cas, le questionnaire est envoyé par courrier électronique, imprimé dans chaque bureau local et distribué aux enquêteurs qui font leur travail – aucun d'entre eux n'a d'ailleurs rencontré d'ennuis majeurs dans l'exercice de ses fonctions. Le principal souci est toutefois la récupération des réponses au Bureau central des statistiques. L'équipe de Riccardo Bocco s'en est sortie tour à tour en négociant le transport avec des voitures diplomatiques ou onusiennes et même une fois grâce à des ambulances du Croissant Rouge palestinien. C'était au début, avant que les Israéliens ne commencent à fouiller de fond en comble ces véhicules de secours à la recherche d'armes ou de terroristes. «De toute façon, nos questionnaires ne sont que des feuilles de papier, cela n'a rien d'illégal ou de dangereux, précise le chercheur genevois. Jusqu'ici, nous avons toujours pu récupérer nos données.» ■

## Anton Vos

\* [www.unige.ch/iued/new/palestine/index.html](http://www.unige.ch/iued/new/palestine/index.html)

\*\* Outre la Coopération suisse, six autres agences onusiennes ont contribué au financement du projet: Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Organisation mondiale pour la santé (OMS), Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Programme alimentaire mondial (PAM), Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (Unocha).

## Une opération sans précédent

► L'idée du monitoring régulier des conditions de vie de la population palestinienne est née en novembre 2000, à la suite d'une discussion entre l'IUED et la Direction du développement et de la coopération (DDC), juste après le début de la seconde Intifada. L'objectif était d'éviter de répéter ce qui s'était passé durant la première «guerre des pierres», c'est-à-dire un manque cruel d'information sur les événements locaux et les besoins réels de la population.

► L'opération est dirigée par une équipe de huit chercheurs européens et palestiniens (politologues, économistes, sociologues et statisticiens). Riccardo Bocco, professeur à l'IUED, en a été le coordinateur jusqu'en 2005, avant d'être remplacé par Luigi De Martino, chargé de programme à l'Unité de recherche Palestine de l'IUED.

► Cette démarche de suivi d'un peuple en conflit est sans précédent, surtout sur une aussi longue durée. Devant le succès de l'expérience, Riccardo Bocco et ses collègues ont été mandatés par l'UNRWA pour mettre sur pied une structure similaire visant cette fois à suivre les 4'300'000 réfugiés palestiniens environ enregistrés auprès de l'agence onusienne et résidant en Palestine, en Syrie, au Liban et en Jordanie.